

**28 septembre 2023**

\*\*\*\*\*

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit septembre, le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Saint-Fulgent – Les Essarts, dûment convoqué le 22 septembre 2023, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Jacky DALLEY, Président.

**Date d'affichage de la convocation** : 22 septembre 2023

**Présents** : **Bazoges-en-Pailers** : Jean-François YOU – **Les Brouzils** : Jacqueline BLAIN, Pascal CAILLE, Emilie DUPREY – **Chauché** : Myriam BARON, Alain BONNAUD, Christian MERLET – **Chavagnes-en-Pailers** : Xavier BILLAUD, Annie MICHAUD – **Essarts en Bocage** : Arnaud BABIN, Fabienne BARBARIT, Caroline BARRETEAU, Nathalie BODET, Pierrette GILBERT – **La Copechagnière** : Annie NICOLLEAU – **La Merlatière** : Philippe BELY – **La Rabatelière** : Florian MERIEAU *suppléant* – **Saint-André-Goule-d'Oie** : Jacky DALLEY, Catherine SOULARD – **Saint-Fulgent** : Marylène DRAPEAU, Hugo FRANCOIS, Jean-Luc GAUTRON, Sophie MANDIN.

**Excusés** : **La Rabatelière** : Jérôme CARVALHO – **Chavagnes-en-Pailers** : Eric SALAÜN pouvoir à Jacky DALLEY jusqu'à son arrivée, Stéphanie VALIN pouvoir à Annie MICHAUD – **Essarts en Bocage** : Emmanuel LOUINEAU pouvoir à Yannick MANDIN, Yannick MANDIN, Nicolas PINEAU pouvoir à Fabienne BARBARIT, Cathy PIVETEAU-CANLORBE pouvoir à Caroline BARRETEAU, Freddy RIFFAUD pouvoir à Nathalie BODET

**Secrétaire de séance** : Jean-François YOU

En exercice : 30

Présents : 22

Votants : 28

Quorum : 16

**N° 230-23 – Modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat, absence de réalisation d'une évaluation environnementale**

Considérant que l'arrêté du Président du 28 juin 2023 prescrit la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Habitat. Cette modification vise à apporter des corrections, des ajouts ou des suppressions sur diverses thématiques relevant du rapport de présentation, du règlement écrit et graphique et des orientations d'aménagement et de programmation ; sur l'ensemble du territoire intercommunal et sans qu'il ne soit porté atteinte aux orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUiH.

Conformément aux articles R104-33 à 37 du Code de l'urbanisme, la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts a saisi le 19/07/2023 la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) des Pays de la Loire, qui a disposé de deux mois pour rendre son avis (délai au terme duquel, sans réponse de sa part, l'avis est réputé favorable à la dispense d'évaluation environnementale).

Par avis conforme du 19 septembre 2023, la MRAe a estimé que le projet de modification n°2 du PLUiH :

- N'était pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine
- N'était donc pas soumis à évaluation environnementale

Aussi, conformément à l'article R104-33 du Code de l'urbanisme, la Communauté de communes doit rendre une décision sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale de cette procédure.

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment son article R104-33 ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat, approuvé le 19 décembre 2019, et ses évolutions ;
- Vu l'arrêté du Président n°A087-23 du 28/06/2023 prescrivant la modification n°2 du PLUiH ;
- Vu le dossier de modification n°2 du PLUiH transmis à la Mission Régionale d'Autorité environnementale pour instruction ;
- Vu l'avis conforme n° PDL-2023-7187/2023ACPD73 du 19 septembre 2023 rendu par la Mission Régionale d'Autorité environnementale ci-annexé ;

**Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :**

- De prendre acte de l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale de la procédure de modification n°2 du PLUIH, tel qu'indiqué dans l'avis de la MRAe,
- De décider, en conséquence, de ne pas réaliser une telle évaluation,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1<sup>er</sup> Vice-président, à signer tout document concernant cette procédure et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.  
Pour extrait conforme, le 4 octobre 2023

Le Président,  
Jacky DALLET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.  
La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).